

Art. 8. De erkenning wordt toegekend voor een periode van 30 jaar die ingaat op de datum van ondertekening van dit besluit.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 2009 houdende oprichting van het erkende natuurreservaat « Braunlauf » en het besluit van de Waalse Regering van 12 juni 1997 houdende uitbreiding van het natuurreservaat « Braunlauf » worden opgeheven.

Art. 10. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 mei 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/204053]

24 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'application de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du coronavirus;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, l'article 4, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 juillet 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 2020;

Vu le rapport du 13 juillet 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 67.836/2/V du Conseil d'État, donné le 3 septembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne;

Considérant les mesures de confinement d'abord, et de déconfinement progressif ensuite, prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels successifs des 13, 18 et 23 mars 2020, des 3, 17 et 30 avril 2020, des 8, 15, 20, 25 et 30 mai 2020, et du 5 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, respectivement publiés au *Moniteur belge* des 13, 18 et 23 mars 2020, des 3, 17 et 30 avril 2020, des 8, 15, 20, 25 et 30 mai 2020, et du 5 juin 2020;

Considérant que ces mesures d'urgence successives pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sont chaque fois la conséquence des décisions prises par le Conseil National de Sécurité réunissant en son sein les différents niveaux de pouvoir pour une coordination efficace de la lutte contre la pandémie; décisions elles-mêmes basées sur les avis d'experts scientifiques qui démontrent à suffisance la nécessité de continuer à agir au regard de l'évolution des conditions sanitaires;

Considérant que la Région wallonne a déjà pris trois mesures urgentes spécifiques en matière fiscale par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, dont l'application de deux d'entre elles est limitée à une première période de 30 jours prorogeable par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires;

Considérant que les mesures prises par les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, ont été prolongées jusqu'au 30 avril par l'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement wallon n° 24 du 23 avril 2020 modifiant et prorogeant la période d'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales;

Considérant que la disposition prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, continue à s'appliquer d'elle-même tant que les établissements concernés subissent une fermeture contrainte par décision de l'Autorité fédérale;

Considérant que cette disposition prévoit une réduction du montant de la taxe visé à l'article 80 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, à concurrence d'1/12 par mois ou partie de mois au cours duquel l'établissement dans lequel l'appareil est déjà placé, subit une fermeture contrainte par décision de l'Autorité fédérale, ou à concurrence d'1/12 par mois ou partie de mois, à dater du moment d'installation initialement prévue, au cours duquel l'établissement dans lequel l'appareil devait être placé lorsque le placement de l'appareil était planifié mais que celui-ci n'était pas déjà placé, subit une fermeture contrainte par décision de l'Autorité fédérale;

Considérant ensuite que l'Etat fédéral a levé les obligations de fermeture des établissements concernés par l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Considérant que la fermeture desdits établissements fut obligatoire du 13 mars 2020 au 7 juin 2020 inclus, à l'exception des centres de bien-être, casinos, salles de jeux automatiques, parcs d'attraction, plaines de jeux en intérieur et cinémas dont la fermeture fut obligatoire jusqu'au 30 juin 2020 inclus;

Considérant que la disposition prévue à l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, donne habilitation au Gouvernement wallon pour constater la fin de la période d'application de l'article 3 et déterminer alors le nombre de douzièmes concernés;

Considérant dès lors que le Gouvernement wallon peut à présent constater par voie d'arrêté la fin de la période d'application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, ainsi que le nombre de douzièmes concernés, en application de l'article 4, alinéa 2 du même arrêté du Gouvernement wallon;

Considérant que la fin de la période d'application de l'article 3 précité est fixée au 7 juin 2020 à minuit pour la majeure partie des établissements concernés, et le 30 juin 2020 à minuit pour les autres, et que le nombre de douzièmes concernés s'établit dès lors à quatre dans les deux cas, vu les fermetures contraintes durant les quatre mois de mars, avril, mai et juin 2020;

Sur la proposition du Ministre des Finances et du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La fin de la période d'application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, est établie au 7 juin 2020 minuit pour tous les établissements concernés à l'exception des centres de bien-être, casinos, salles de jeux automatiques, parcs d'attraction, plaines de jeux en intérieur et cinémas pour lesquels elle est établie au 30 juin 2020 à minuit, en application de l'article 4, alinéa 2, du même arrêté.

Le nombre de douzièmes concernés pour l'application de l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté est établi à quatre douzièmes.

Le nombre de douzièmes concernés pour l'application de l'article 3, alinéa 2, du même arrêté est établi, selon le mois concerné par l'installation initialement prévue, à :

1° quatre douzièmes pour une installation initialement prévue en mars;

2° trois douzièmes pour une installation initialement prévue en avril;

3° deux douzièmes pour une installation initialement prévue en mai;

4° un douzième pour une installation initialement prévue en juin jusqu'au 7 juin 2020 inclus, à l'exception des centres de bien-être, casinos, salles de jeux automatiques, parcs d'attraction, plaines de jeux en intérieur et cinémas pour lesquels cette date est portée au 30 juin 2020 inclus.

Art. 2. Le Ministre qui a le budget et les finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Finances et du Budget, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/204053]

24. SEPTEMBRE 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Anwendung von Artikel 4, Absatz 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen, Artikel 4 Absatz 2;

Aufgrund des am 8. Juli 2020 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 16. Juli 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 13. Juli 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 3. September 2020 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 67.836/2/V;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In der Erwägung, dass die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung dazu führen könnten, jede Art von Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region zu verzögern;

In Erwägung der zuerst getroffenen Maßnahmen in Bezug auf die Ausgangsbeschränkung und der anschließend getroffenen Maßnahmen zu deren progressiven Lockerung, die von der Föderalregierung durch die nacheinander verabschiedeten Ministeriellen Erlasse mit Dringlichkeitsmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 vom 13., 18. und 23. März 2020, vom 3., 17. und 30. April 2020, vom 8., 15., 20., 25. und 30. Mai 2020, sowie vom 5. Juni 2020 getroffen wurden und jeweils im *Belgischen Staatsblatt* vom 13., 18. und 23. März 2020, vom 3., 17. und 30. April 2020, vom 8., 15., 20., 25. und 30. Mai 2020, sowie vom 5. Juni 2020 veröffentlicht wurden;

In der Erwägung, dass diese aufeinander folgenden Verlängerungen der Dringlichkeitsmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 jedes Mal die Folge von Beschlüssen des Nationalen Sicherheitsrates sind, der die verschiedenen Befugnisebenen für eine wirksame Koordinierung des Kampfes gegen die Pandemie zusammenführt; diese Beschlüsse beruhen ihrerseits auf den Stellungnahmen wissenschaftlicher Experten, die hinreichend nachweisen, dass es angesichts der Entwicklung der Gesundheitsbedingungen notwendig ist, weiter zu handeln;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region außerdem durch den Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen bereits drei spezifische Dringlichkeitsmaßnahmen im Bereich des Steuerwesens getroffen hat, von denen zwei in ihrer Anwendung auf einen ersten Zeitraum von 30 Tagen beschränkt sind, der zweimal um denselben Zeitraum durch einen Erlass verlängert werden kann, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Maßnahmen im Lichte der Entwicklung der Gesundheitszustands begründet;

In der Erwägung, dass die in den Artikeln 1 und 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen getroffenen Maßnahmen durch den Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 24 vom 23. April 2020 zur Änderung und Verlängerung des Zeitraums der Anwendung der Artikel 1 und 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen bis zum 30. April 2020 verlängert wurden;

In der Erwägung, dass die in Artikel 3 des vorgenannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 vorgesehene Maßnahme weiterhin anwendbar bleibt, solange der betreffende Betrieb durch einen Beschluss der Föderalbehörde zwangsweise geschlossen bleiben muss;

In der Erwägung, dass in dieser Bestimmung eine Ermäßigung des Betrags der in Artikel 80 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern in Höhe von 1/12 pro Monat oder Teil eines Monats, in dem der Betrieb, in der sich der Automat bereits befindet, durch einen Beschluss der Föderalbehörde zwangsweise geschlossen wird, oder in Höhe von 1/12 pro Monat oder Teil eines Monats ab dem Zeitpunkt der ursprünglich geplanten Aufstellung, in dem der Betrieb, in dem der Automat aufgestellt werden sollte, wenn die Aufstellung des Automaten bereits geplant, dieser jedoch noch nicht aufgestellt war, durch einen Beschluss der Föderalbehörde zwangsweise geschlossen wird, vorgesehen wird;

In der weiteren Erwägung, dass der Föderalstaat die Verpflichtungen zur Schließung der von dem Ministeriellen Erlass vom 5. Juni 2020 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 betroffenen Betriebe aufgehoben hat;

In der Erwägung, dass die Schließung der genannten Betriebe vom 13. März 2020 bis einschließlich 7. Juni 2020 obligatorisch war, mit Ausnahme von Wellnesszentren, Kasinos, Spielhallen, Vergnügungsparks, Innenspielflächen und Kinos, deren Schließung bis einschließlich 30. Juni 2020 obligatorisch war;

In der Erwägung, dass die Bestimmung von Artikel 4 Absatz 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 die Wallonische Regierung ermächtigt, das Ende des Anwendungszeitraums von Artikel 3 festzustellen und dann die Anzahl der betroffenen Zwölfstel festzulegen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge jetzt gemäß Artikel 4 Absatz 2 desselben Erlasses der Wallonischen Regierung per Erlass das Ende des Anwendungszeitraums von Artikel 3 des oben genannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 und die Anzahl der betroffenen Zwölfstel festlegen kann;

In der Erwägung, dass das Ende des Anwendungszeitraums des oben genannten Artikels 3 für die Mehrheit der betroffenen Betriebe auf den 7. Juni 2020 um Mitternacht und für die übrigen auf den 30. Juni 2020 um Mitternacht festgelegt ist, und dass die Zahl der betroffenen Zwölfstel in Anbetracht der in den vier Monaten März, April, Mai und Juni 2020 erzwungenen Schließungen daher in beiden Fällen vier beträgt;

Auf Vorschlag des Ministers für Finanzen und Haushalt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Ende des Anwendungszeitraums von Artikel 3 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen wird für alle betroffenen Einrichtungen auf den 7. Juni 2020 um Mitternacht festgelegt, mit Ausnahme von Wellnesszentren, Kasinos, Spielhallen, Vergnügungsparks, Innenspielflächen und Kinos, für die er gemäß Artikel 4 Absatz 2 desselben Erlasses auf den 30. Juni 2020 um Mitternacht festgelegt wird.

Die Zahl der betroffenen Zwölfstel für die Anwendung von Artikel 3 Absatz 1 desselben Erlasses beträgt vier Zwölfstel.

Die Anzahl der betroffenen Zwölfstel für die Anwendung von Artikel 3 Absatz 2 desselben Erlasses wird je nach dem Monat, der von der ursprünglich geplanten Aufstellung betroffen ist, festgelegt auf :

1° vier Zwölfstel für eine ursprünglich für März geplante Aufstellung;

2° drei Zwölfstel für eine ursprünglich für April geplante Aufstellung;

3° zwei Zwölfstel für eine ursprünglich für Mai geplante Aufstellung;

4° ein Zwölfstel für eine Aufstellung, die ursprünglich für Juni bis einschließlich 7. Juni 2020 geplant war, mit Ausnahme der Wellnesszentren, Kasinos, Spielhallen, Vergnügungsparks, Innenspielflächen und Kinos, für die dieses Datum bis einschließlich 30. Juni 2020 verlängert wird.

Art. 2 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. September 2020

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/204053]

24 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toepassing van artikel 4, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, artikel 4, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 juli 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 2020;

Gelet op het verslag van 13 juli 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 67.836/2/V van de Raad van State, gegeven op 3 september 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de WHO het coronavirus COVID-19 als pandemie gelabeld heeft op 11 maart 2020;

Overwegende dat de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, ertoe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt;

Gelet op de lockdownmaatregelen en de daarop volgende maatregelen betreffende de geleidelijke afbouw van de lockdown genomen door de federale Regering via de opeenvolgende ministeriële besluiten van 13, 18 en 23 maart 2020 en van 3, 17 en 30 april 2020, van 8, 15, 20, 25 en 30 mei 2020, en van 5 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, respectievelijk bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13, 18 en 23 maart 2020, van 3, 17 en 30 april 2020, van 8, 15, 20, 25 en 30 mei 2020, en van 5 juni 2020;

Overwegende dat deze opeenvolgende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken telkens het gevolg zijn van beslissingen van de Nationale Veiligheidsraad, waarin de verschillende bestuursniveaus worden samengebracht voor een doeltreffende coördinatie van de strijd tegen de pandemie; deze beslissingen zijn op hun beurt gebaseerd op de adviezen van wetenschappelijke deskundigen die voldoende aantonen dat het nodig is om te blijven handelen ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden;

Overwegende dat het Waalse Gewest reeds drie specifieke dringende maatregelen op fiscaal gebied heeft genomen bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, waarvan de toepassing van twee van hen beperkt is tot een eerste periode van 30 dagen, die kan worden verlengd bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden;

Overwegende dat de maatregelen getroffen op grond van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 24 van 23 april 2020 tot verlenging van de periode van toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, tot 30 april zijn verlengd;

Overwegende dat de bepaling bedoeld in artikel 3 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 van toepassing blijft zolang de betrokken instellingen een gedwongen sluiting ondergaan door beslissing van de federale Overheid;

Overwegende dat deze bepaling voorziet in een vermindering van het bedrag van de belasting bedoeld in artikel 80 van het Wetboek van met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, met 1/12 per maand of gedeelte van een maand waarin de inrichting, waarin het toestel reeds geplaatst is, een gedwongen sluiting ondergaat bij beslissing van de federale Overheid, of met 1/12 per maand of gedeelte van een maand, te rekenen van het ogenblik van aanvankelijk voorziene installatie, waarin de inrichting, waarin het toestel moest worden geplaatst, wanneer de plaatsing van het toestel was gepland, maar nog niet was geplaatst, bij beslissing van de federale Overheid een gedwongen sluiting ondergaat;

Overwegende dat de federale Staat de verplichtingen tot sluiting van de inrichtingen betrokken bij het ministerieel besluit van 5 juni 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, heeft opgeheven;

Overwegende dat de sluiting van genoemde inrichtingen vanaf 13 maart 2020 tot en met 7 juni 2020 verplicht was, met uitzondering van wellnesscentra, casino's, speelautomatenhallen, pretparken, binnenspeeltuinen en bioscopen, waarvan de sluiting tot en met 30 juni 2020 verplicht was;

Overwegende dat de bepaling bedoeld in artikel 4, tweede lid, van voormeld besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 de Waalse Regering de bevoegdheid verleent om het einde van de toepassingsperiode van artikel 3 vast te stellen en vervolgens het aantal betrokken twaalfden te bepalen;

Overwegende dat de Waalse Regering nu het einde van de periode van toepassing van artikel 3 van voormeld besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 bij besluit kan bepalen, evenals het aantal betrokken twaalfden, overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van hetzelfde besluit van de Waalse Regering;

Overwegende dat het einde van de toepassingsperiode van voornoemd artikel 3 bepaald is op 7 juni 2020 om middernacht voor de meerderheid van de betrokken inrichtingen en op 30 juni 2020 om middernacht voor de andere inrichtingen, en dat het aantal betrokken twaalfden derhalve in beide gevallen vier bedraagt, rekening houdende met de sluitingen die in de vier maanden maart, april, mei en juni 2020 hebben plaatsgevonden;

Op de voordracht van de Minister van Financiën en Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het einde van de toepassingsperiode van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke schorsing van sommige fiscale bepalingen wordt op 7 juni 2020 om middernacht vastgesteld voor alle betrokken inrichtingen, behalve voor wellnesscentra, casino's, speelautomatenhallen, pretparken, binnenspeeltuinen en bioscopen, waarvoor het op 30 juni 2020 om middernacht wordt vastgesteld, overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van hetzelfde besluit.

Het aantal betrokken twaalfden voor de toepassing van artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit bedraagt vier twaalfden.

Het aantal betrokken twaalfden voor de toepassing van artikel 3, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt, naar gelang van de maand waarop de aanvankelijk geplande installatie betrekking heeft, vastgesteld op :

1° vier twaalfden voor een installatie die oorspronkelijk gepland was voor maart;

2° drie twaalfden voor een installatie die oorspronkelijk gepland was voor april;

3° twee twaalfden voor een installatie die oorspronkelijk gepland was voor mei;

4° een twaalfde voor een installatie die aanvankelijk was gepland in juni tot en met 7 juni 2020, met uitzondering van wellnesscentra, casino's, speelautomatenhallen, pretparken, binnenspeeltuinen en bioscopen, waarvoor die datum wordt verlengd tot en met 30 juni 2020.

Art. 2. De Minister bevoegd voor Begroting en Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 september 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

J.-L. CRUCKE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[2020/15577]

15 SEPTEMBER 2020. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 september 2017 dat de soorten plastic nader omschrijft die afwijken van het gebruiksverbod van de plastic zakken voor eenmalig gebruik bedoeld in artikel 4.6.2. van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen

De Minister van Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Leefmilieu,

Gelet op, de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen, het artikel 56;

Gelet op, het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het beheer van afvalstoffen, het artikel 4.6.2., § 3;

Gelet op de « gendertest », zoals bepaald door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2018 houdende uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 houdende de introductie van de gendertest, verwezenlijkt op 22 januari 2020;

Gelet op het gebrek aan advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 18 juni 2020;

Gelet op het advies 67.479 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Enig artikel. In artikel 2, § 1, derde streepje, van het ministerieel besluit van 14 september 2017 dat de soorten plastic zakken nader omschrijft die afwijken van het gebruiksverbod van de plastic zakken voor eenmalig gebruik bedoeld in artikel 4.6.2. van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen, worden de woorden « zeer lichte » ingevoegd tussen de woorden « Tot 31 december 2029, de » en de woorden « plastic zakken ».

Brussel, 15 september 2020.

De Minister van Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Leefmilieu,

A. MARON

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[2020/15577]

15 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 14 septembre 2017 précisant les types de sacs plastiques dérogeant à l'interdiction d'utilisation des sacs plastiques à usage unique visé à l'article 4.6.2. de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement,

Vu l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, l'article 56;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets, l'article 4.6.2., § 3;

Vu le test égalité des chances, tel que défini par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances, réalisé le 22 janvier 2020;

Vu l'absence d'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 18 juin 2020;

Vu l'avis 67.479 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article unique. Dans l'article 2, § 1^{er}, troisième tiret, de l'arrêté ministériel du 14 septembre 2017 précisant les types de sacs plastiques dérogeant à l'interdiction d'utilisation des sacs plastiques à usage unique visé à l'article 4.6.2. de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets, les mots « très légers » sont insérés entre les mots « sacs plastiques à usage unique » et les mots « destinés à l'emballage de denrées alimentaires ».

Bruxelles, le 15 septembre 2020.

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement,

A. MARON